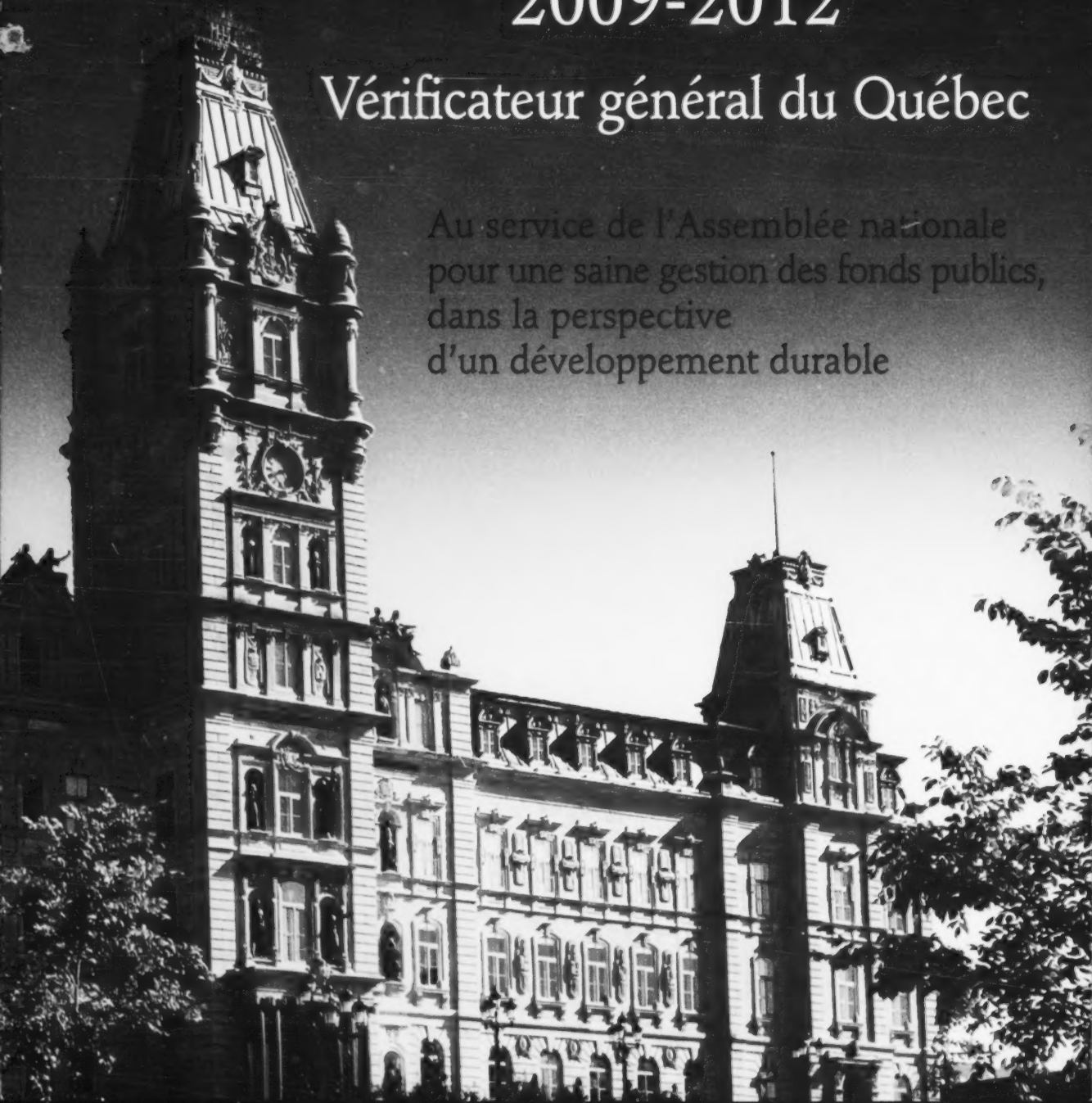




Plan stratégique 2009-2012

Vérificateur général du Québec

Au service de l'Assemblée nationale
pour une saine gestion des fonds publics,
dans la perspective
d'un développement durable



À l'Assemblée nationale,

C'est avec plaisir que je présente aux parlementaires notre *Plan stratégique 2009-2012*. Ce plan s'inscrit dans un axe de continuité avec celui de 2006-2009. En effet, nous poursuivons toujours le même but : servir l'Assemblée nationale pour contribuer à la saine gestion des fonds publics. Toutefois, une nouvelle dimension s'est ajoutée, soit celle du développement durable. Les choix effectués au cours de l'élaboration du présent plan stratégique ont été alimentés par des rencontres avec le personnel du Vérificateur général et des dirigeants d'entités gouvernementales ainsi qu'avec des députés. Voici, en résumé, le résultat de cette réflexion collective.



Au service de l'Assemblée nationale

Notre organisation a pour unique client l'Assemblée nationale. Les élus qui composent cette assemblée comptent notamment sur notre objectivité et notre indépendance pour exercer le contrôle parlementaire et mener des débats éclairés concernant la gestion de l'Administration. Nous souhaitons donc vivement que nos travaux répondent à leurs attentes et favorisent la qualité de ces échanges.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a institué ses propres commissions permanentes afin de régir efficacement ses travaux. Il va de soi que le Vérificateur général poursuivra sa collaboration active avec celle de l'administration publique, son partenaire privilégié. De plus, nous accentuerons nos démarches auprès des autres commissions parlementaires en visant à leur faire connaître davantage nos travaux, en particulier ceux liés au développement durable.

Pour une saine gestion des fonds publics, dans la perspective d'un développement durable

Notre apport quant à la saine gestion des fonds publics prend un virage décisif par suite de plusieurs changements touchant notre environnement. Ainsi, de récentes modifications législatives nous fournissent l'occasion de mettre à profit notre expertise auprès de nouvelles entités et d'utiliser des approches différentes à l'égard de celles qui font déjà partie de notre champ de compétence. Par exemple, au cours des prochaines années, nous effectuerons des missions de vérification financière auprès d'entités associées au réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'à celui de l'éducation. En outre, nous entreprendrons au plus tard en 2010, comme le veut la loi, la covérification des états financiers d'Hydro-Québec en travaillant de concert avec un cabinet d'experts-comptables du secteur privé. En ce qui concerne le développement de nos pratiques, il portera surtout sur l'intégration des principes établis par la *Loi sur le développement durable* dans les critères d'évaluation propres aux missions de vérification de l'optimisation des ressources et sur la réalisation des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance adoptées par les huit sociétés d'État visées.

Fidèle à ses engagements, le Vérificateur général s'intéressera de près à la reddition de comptes des responsables gouvernementaux sur le plan financier et sur celui de la gestion des ressources, étant donné les pouvoirs qui leur sont délégués par l'Assemblée nationale. Le volet financier retiendra de manière spéciale notre attention puisque certaines entités gouvernementales auront dorénavant à appliquer, en guise de référentiel comptable, les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Une institution d'avant-garde, performante et experte

Nous avons accompli, au cours des trois dernières années, des gestes importants pour transformer nos façons de faire et devenir une organisation plus performante. Quelques-uns méritent d'être signalés : l'implantation d'une nouvelle méthodologie en matière de vérification financière, la spécialisation des équipes selon nos deux grands types de missions et, comme la Commission de l'administration publique nous l'avait demandé, l'augmentation des sommes consacrées aux vérifications de l'optimisation des ressources. Cette volonté d'exceller dans notre sphère d'activité demeurera une préoccupation constante pour nous. Dans le même esprit que celui qui a caractérisé notre évolution depuis trois ans, nous chercherons à tirer le meilleur profit des ressources accordées par l'Assemblée nationale tout en maintenant la qualité de nos travaux.

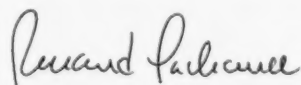
Les multiples réalisations du Vérificateur général reposent sur le savoir-faire de ses employés. C'est pourquoi nous déploierons des efforts assidus pour leur offrir un milieu de travail stimulant, propice à l'épanouissement de chacun. Dans le respect des valeurs que nous prôtons, nous prendrons des moyens concrets en vue de réduire l'impact environnemental de nos activités.

D'autre part, comme la vérification de l'optimisation des ressources consiste à apprécier la gestion exercée à tous les niveaux de l'Administration, nous veillerons à ce que le personnel affecté aux missions de cet ordre cumule plusieurs années d'expérience et possède des connaissances poussées dans les domaines en cause, lorsque cela est requis.

Enfin, devant l'ampleur des transformations que les organismes de normalisation s'apprêtent à faire au chapitre de la vérification financière, il faut développer nos compétences à cet égard.

Les défis seront nombreux durant les prochaines années. Je suis assuré que, grâce au dévouement et à l'ardeur manifestes de mon effectif, nous pourrons, ensemble, les relever avec succès.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA
Juin 2009

Au service de l'Assemblée nationale pour une saine gestion des fonds publics,...

Notre institution

Expert dans le domaine de la vérification législative, le Vérificateur général du Québec produit des rapports dans lesquels il communique aux intéressés ses constatations, ses conclusions et ses recommandations, ainsi que tout autre commentaire qu'il juge utile de formuler. Son intention première est de susciter des améliorations en matière de gestion publique, et ce, dans la perspective d'un développement durable. Ses activités concernent surtout deux grands secteurs, soit la vérification financière et celle de l'optimisation des ressources; une attention est également prêtée à la conformité aux lois et aux règlements. Le Vérificateur général établit lui-même la planification de ses travaux mais, à la demande du gouvernement, il mène aussi des vérifications particulières. Afin de réaliser sa mission, il compte sur le savoir-faire de son personnel, qui est la force de l'organisation.

Notre mission

Favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, au bénéfice des citoyennes et citoyens du Québec.

Notre vision

Une institution d'avant-garde, performante et experte, au service de l'Assemblée nationale pour contribuer à la saine gestion des fonds publics, dans la perspective d'un développement durable.

... dans la perspective d'un développement durable

Nos valeurs

- Du personnel compétent et dynamique : notre force.
- L'indépendance, l'objectivité, le respect et la rigueur : nos assises d'intervention.
- L'exemplarité, la transparence et l'intégrité : notre engagement.

Notre client

L'Assemblée nationale et ses commissions.

Notre champ de compétence

Les fonds et autres biens publics des organismes publics, des organismes du gouvernement et des entreprises du gouvernement.

Nos partenaires

- Les autres vérificateurs législatifs.
- Les organismes de normalisation en comptabilité, en vérification et en gestion.
- Les cabinets d'experts-comptables.

Contexte et enjeux

Le Vérificateur général a pour unique client l'Assemblée nationale et ses commissions. Dès lors, ses travaux de vérification devraient retenir l'attention de ces dernières pour faire régulièrement l'objet d'une étude approfondie et concourir à la qualité des débats tenus par les parlementaires.

Maximiser
l'utilisation
des travaux du
Vérificateur général
par l'Assemblée
nationale.

1
ORIENTATION

Axe d'intervention

1.1 Des travaux pertinents pour les parlementaires.

Objectifs

1.1.1 S'assurer que les travaux de
vérification contribuent au contrôle
parlementaire.

1.1.2 Informer l'Assemblée nationale du
déroulement des grands projets
d'immobilisations mis en œuvre par
le gouvernement.

... de l'Assemblée nationale

Par ailleurs, compte tenu de l'intérêt des élus pour les grands projets d'immobilisations que le gouvernement a entrepris et des enjeux importants qu'ils comportent, le Vérificateur général continuera d'exercer une vigie à leur égard.

Indicateurs	Cibles
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des rapports publiés au cours des 2 dernières années qui sont examinés par une commission parlementaire;• Pourcentage des rapports utilisés ou évoqués par l'Assemblée nationale dans les 3 ans suivant leur publication.• Nombre de rapports publiés.	<ul style="list-style-type: none">• 40 p. cent en 2009-2010;• 45 p. cent en 2010-2011;• 50 p. cent en 2011-2012.• 70 p. cent en 2009-2010;• 75 p. cent en 2010-2011;• 80 p. cent en 2011-2012.• 1 rapport annuellement.

Contexte et enjeux

Étant un proche collaborateur de la Commission de l'administration publique, le Vérificateur général partage avec elle le souci d'améliorer les pratiques de gestion à l'échelle gouvernementale. Il est donc primordial de veiller à l'arrimage de leurs travaux respectifs et de maximiser ainsi les efforts communs en vue de favoriser le contrôle parlementaire.

Travailler en
collaboration avec
les parlementaires
et s'assurer de
leur satisfaction.

2
ORIENTATION

Axes d'intervention

2.1 Des liens étroits avec la Commission de l'administration publique.

2.2 Une communication accrue avec l'ensemble des parlementaires.

Objectifs

- 2.1.1 Analyser les plans d'action exigés des entités par la Commission de l'administration publique à la suite de nos travaux.
- 2.1.2 Effectuer un suivi approprié concernant l'application des recommandations formulées par la Commission de l'administration publique.
- 2.1.3 Expliquer le rôle du Vérificateur général aux nouveaux membres de la Commission de l'administration publique.
- 2.1.4 S'assurer annuellement de la satisfaction des membres de la Commission de l'administration publique à l'égard des travaux du Vérificateur général en rencontrant le tiers de ceux-ci.
- 2.2.1 Sensibiliser les parlementaires au concept et aux principes de développement durable.
- 2.2.2 Susciter l'intérêt des parlementaires pour les travaux du Vérificateur général.

... de l'Assemblée nationale

Le Vérificateur général tient à obtenir une rétroaction de la part des membres de cette commission pour s'assurer qu'il répond bien à leurs attentes et rectifier le tir, au besoin. De plus, considérant l'étendue de son champ de compétence, il prendra diverses initiatives afin de seconder adéquatement d'autres commissions parlementaires.

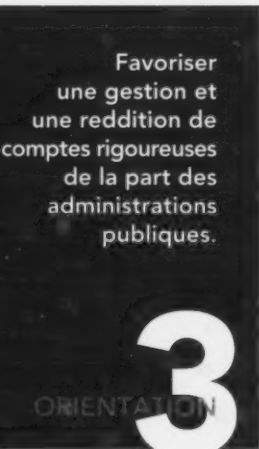
Indicateurs	Cibles
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de plans d'action analysés.	<ul style="list-style-type: none">• Tous les plans d'action reçus des entités annuellement.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des recommandations de la Commission de l'administration publique faisant l'objet d'un suivi.	<ul style="list-style-type: none">• 50 p. cent en 2009-2010;• 55 p. cent en 2010-2011;• 60 p. cent en 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de nouveaux membres informés dans les 6 mois suivant leur nomination.	<ul style="list-style-type: none">• Tous les nouveaux membres.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de membres rencontrés se déclarant satisfaits.	<ul style="list-style-type: none">• Tous les membres rencontrés.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de commissions parlementaires dont les membres ont participé à une rencontre d'information.• Nombre de commissions parlementaires faisant l'objet d'une intervention à cet égard, outre celle de l'administration publique.	<ul style="list-style-type: none">• Au moins 2 commissions par année;• Toutes les commissions d'ici 2011-2012.• Au moins 2 commissions par année;• Toutes les commissions d'ici 2011-2012.

Pour une saine gestion des fonds publics,...

Contexte et enjeux

Les administrations publiques détiennent des pouvoirs délégués par l'Assemblée nationale concernant l'application des lois et l'utilisation des ressources. En conséquence, elles sont tenues de lui rendre des comptes tant sur le plan financier que sur celui de leurs pratiques de gestion. Pour ce qui est du volet financier, des changements majeurs seront apportés au référentiel comptable de certaines entités gouvernementales, soit celles assujetties aux Normes internationales d'information financière (IFRS); les autres, quant à elles, continueront de se référer aux normes fixées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Le respect des principes et des règles en vigueur garantit aux parlementaires que les états financiers produits par les entités reflètent avec fidélité leur situation.

Axes d'intervention	Objectifs
3.1 Une information financière de qualité.	3.1.1 Assurer les parlementaires de la fidélité des états financiers quant au respect des normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés et des Normes internationales d'information financière (IFRS).
3.2 Des recommandations mises en œuvre.	3.2.1 Veiller à ce que les entités adhèrent aux recommandations du Vérificateur général afin d'accroître la probabilité de leur application. 3.2.2 Augmenter le niveau d'application des recommandations formulées par le Vérificateur général.
3.3 Une reddition de comptes de qualité concernant l'application de la Loi sur le développement durable.	3.3.1 Apprécier la reddition de comptes des entités relativement à leur plan d'action de développement durable.



... dans la perspective d'un développement durable

En ce qui a trait à la gestion des ressources, le Vérificateur général communique à l'Assemblée nationale, dans son rapport annuel, les constatations, les conclusions et les recommandations découlant des vérifications consacrées à cet aspect. La mise en œuvre de ses recommandations témoigne de la volonté des responsables gouvernementaux de toujours faire mieux. Rappelons qu'avec l'adoption, en 2006, de la *Loi sur le développement durable*, la reddition de comptes faite par les entités doit notamment porter sur leurs actions en matière de développement durable.

Indicateurs	Cibles
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des rapports de vérification ne contenant aucune restriction ni aucun commentaire.	<ul style="list-style-type: none">• 100 p. cent annuellement.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des recommandations obtenant l'adhésion des entités.	<ul style="list-style-type: none">• 90 p. cent annuellement.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des recommandations donnant lieu à des progrès satisfaisants.	<ul style="list-style-type: none">• 65 p. cent en 2009-2010;• 70 p. cent en 2010-2011;• 75 p. cent en 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de rapports de vérification de l'optimisation des ressources publiés traitant de cet aspect.	<ul style="list-style-type: none">• 2 rapports en 2010-2011;• 4 rapports en 2011-2012.

Pour une saine gestion des fonds publics,...

Contexte et enjeux

De récentes modifications législatives ont ajouté de nouvelles responsabilités à celles confiées jusqu'alors au Vérificateur général. En effet, depuis juin 2008, la *Loi sur le vérificateur général* lui permet d'entreprendre, à sa discrétion, des travaux de vérification financière auprès d'entités associées au réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'à celui de l'éducation; il a également le pouvoir d'y mener des travaux liés aux autres volets de la vérification législative. Des sommes substantielles étant affectées au financement des activités de ces deux réseaux, les parlementaires souhaitent connaître dans quelle mesure les bénéficiaires de ces fonds publics ont adopté des pratiques administratives judicieuses afin que les citoyennes et les citoyens obtiennent une prestation de services optimale en quantité et en qualité.

Par ailleurs, la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*, dont la mise en œuvre est progressive, a introduit des règles relatives à la covérification des états financiers produits par sept entités. Cette approche est déjà en place à l'égard de quatre d'entre

Relever
les défis découlant
de récentes
modifications
législatives.

4 ORIENTATION

Axes d'intervention

4.1 Des vérifications variées visant de nouvelles entités.

4.2 Des interventions pour favoriser la mise en œuvre de la *Loi sur le développement durable*.

4.3 L'efficacité et la performance des entités assujetties à la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.

Objectifs

- 4.1.1 Réaliser des travaux axés sur la performance auprès d'entités associées au réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'à celui de l'éducation.
- 4.1.2 Effectuer des vérifications financières dans des entités associées au réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'à celui de l'éducation.
- 4.1.3 Mener de façon efficace la covérification des états financiers d'Hydro-Québec.
- 4.2.1 Intégrer les principes établis par la *Loi sur le développement durable* dans les critères d'évaluation relatifs aux vérifications de l'optimisation des ressources.
- 4.3.1 Vérifier annuellement que les entités assujetties à la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* respectent ses exigences quant aux mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance au moment approprié.

... dans la perspective d'un développement durable

elles; pour ce qui est des trois autres, elle s'appliquera au plus tard à tout exercice financier qui se termine à compter de l'année 2010, comme le veut cette loi. La plus importante entreprise du gouvernement est touchée: Hydro-Québec. La loi exige également que les conseils d'administration de huit sociétés d'État adoptent des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance. Le Vérificateur général a été mandaté pour réaliser, tous les trois ans, ces mesures.

Enfin, la *Loi sur le développement durable* a établi une série de principes que les entités publiques, en fonction de leur mission respective, sont obligées de prendre en compte dans leur gestion et dans les programmes qu'elles administrent. Vu les multiples défis qu'ils posent quant à l'avenir de la société québécoise, le Vérificateur général prêtera une attention particulière à ces principes dans le cadre de ses missions de vérification.

Indicateurs	Cibles
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de rapports publiés.	<ul style="list-style-type: none">• 1 rapport en 2009-2010;• 1 rapport en 2010-2011.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de nouvelles entités faisant l'objet d'une vérification financière.	<ul style="list-style-type: none">• 6 entités en 2009-2010;• 4 entités en 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Délai de production du rapport du vérificateur.	<ul style="list-style-type: none">• Même délai que celui ayant trait à l'exercice précédent.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des rapports publiés tenant compte de ces principes dans les critères d'évaluation.	<ul style="list-style-type: none">• 50 p. cent des rapports en 2010-2011;• 60 p. cent des rapports en 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'entités respectant ces exigences.	<ul style="list-style-type: none">• Chaque année, toutes les entités concernées.

Une institution d'avant-garde,...

Contexte et enjeux

Le Vérificateur général doit gérer de façon optimale les crédits qui lui sont alloués par le Bureau de l'Assemblée nationale. C'est pourquoi il cherche continuellement à parfaire ses méthodes de vérification tout en veillant à ce que celles-ci remplissent les exigences formulées par les organismes de normalisation.

Renforcer
la performance
de l'organisation
et enrichir
son expertise.

5

Axes d'intervention	Objectifs
5.1 Une préoccupation constante à l'égard de la qualité des travaux.	5.1.1 Maintenir la qualité des travaux en évaluant le respect des critères pertinents lors de vérifications financières et de vérifications de l'optimisation des ressources.
5.2 Des efforts soutenus en matière d'économie, d'efficience et d'efficacité.	5.2.1 Consacrer moins d'heures de travail que l'année précédente pour réaliser les interventions de vérification financière ayant un historique de 3 ans ou plus. 5.2.2 Limiter l'augmentation des honoraires pour les vérifications financières confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé. 5.2.3 Respecter les prévisions concernant les heures de travail requises pour mener à terme les vérifications de l'optimisation des ressources.

... performante et experte

Comme les Normes canadiennes d'audit (NCA) s'appliqueront dès 2010 et que plusieurs entités gouvernementales suivront les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter de 2011, il lui faudra prendre des moyens efficaces pour développer les compétences de son effectif à ce propos.

Indicateurs	Cibles
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des travaux évalués répondant aux normes de certification.	<ul style="list-style-type: none">• 100 p. cent annuellement.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des interventions réalisées avec une économie d'heures de travail de 5 p. cent.	<ul style="list-style-type: none">• 50 p. cent annuellement.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage moyen d'augmentation des honoraires relatifs aux contrats renouvelés.	<ul style="list-style-type: none">• Hausse moyenne inférieure ou égale au pourcentage d'augmentation du budget annuel du Vérificateur général.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des vérifications réalisées sans dépassement quant aux heures de travail prévues.	<ul style="list-style-type: none">• 50 p. cent annuellement.

Une institution d'avant-garde,...

Contexte et enjeux (suite)

D'autre part, l'envergure du champ d'action du Vérificateur général requiert que les personnes affectées à la vérification de l'optimisation des ressources aient des connaissances poussées dans différents domaines. De plus, parce que les missions de cet ordre consistent à apprécier la gestion exercée à tous les niveaux de l'Administration et, de ce fait, impliquent des tâches complexes, il est essentiel que les équipes puissent compter sur le savoir-faire de professionnels cumulant plusieurs années d'expérience et détenant une formation dans des disciplines variées.

Renforcer
la performance
de l'organisation
et enrichir
son expertise.

5
ORIENTATION

Axes d'intervention

5.3 Des connaissances diversifiées et une expertise de pointe.

Objectifs

- 5.3.1 Accroître l'expertise du personnel affecté aux vérifications de l'optimisation des ressources par l'embauche de spécialistes dans les domaines suivants: éducation, gestion de projets, santé et transport.
- 5.3.2 Augmenter le nombre moyen d'années d'expérience de travail du nouveau personnel affecté aux vérifications de l'optimisation des ressources.
- 5.3.3 Développer l'expertise du personnel affecté aux vérifications financières en ce qui a trait aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux Normes canadiennes d'audit (NCA).

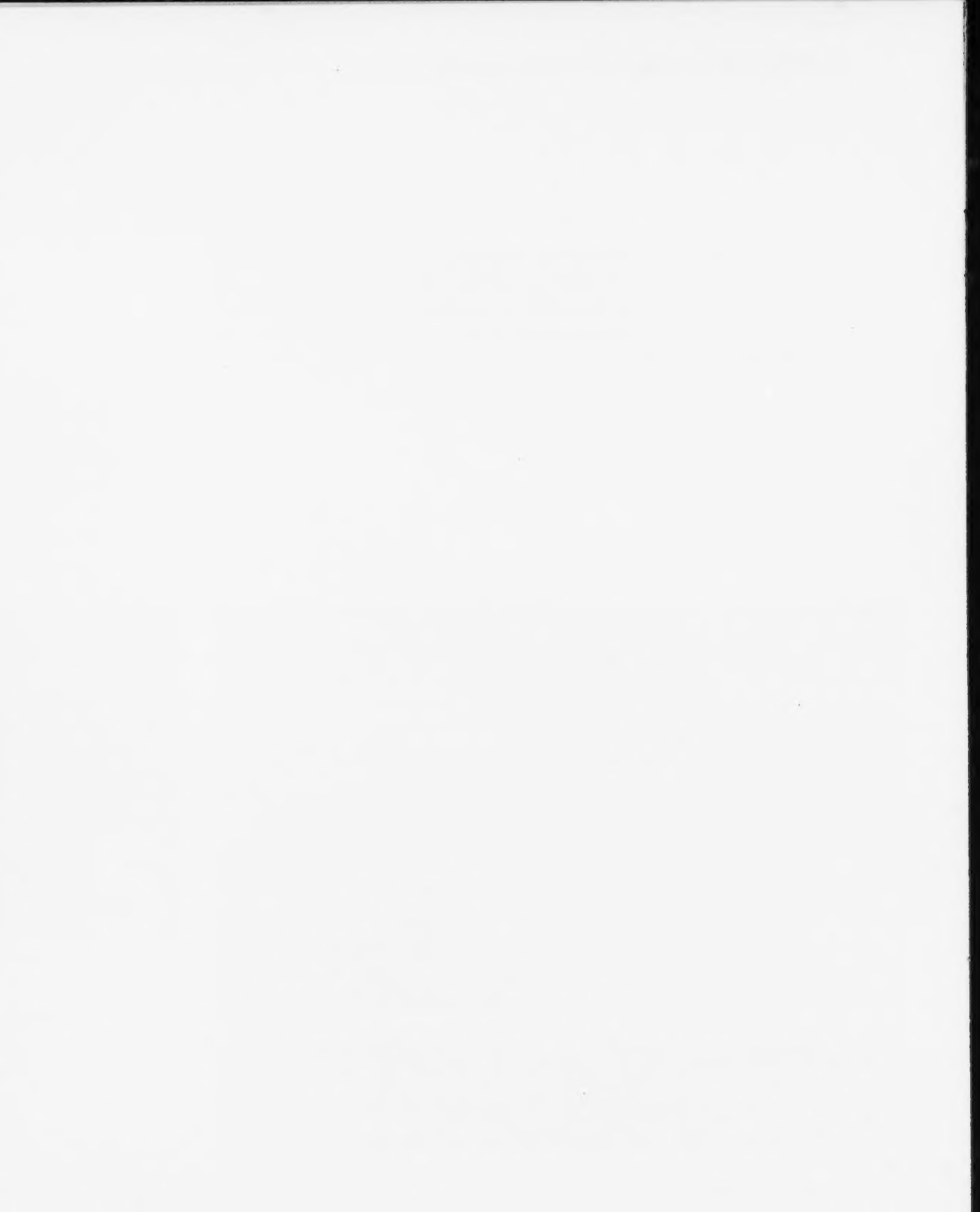
5.4 Un milieu de travail stimulant et respectueux de l'environnement.

- 5.4.1 Maintenir la satisfaction des employés concernant l'environnement de travail, la formation et les défis professionnels.
- 5.4.2 Diminuer l'impact environnemental des activités de l'organisation grâce à des mesures d'écologisation.

... performante et experte

Les employés du Vérificateur général sont indispensables à l'accomplissement de sa mission. Il a à cœur de les satisfaire et de leur offrir un environnement de travail stimulant, qui leur permet d'exploiter au mieux leurs talents. Par ailleurs, il cherchera à réduire l'impact environnemental de ses activités, dans le respect des valeurs qu'il prône.

Indicateurs	Cibles
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de nouveaux spécialistes embauchés dans les domaines cibles.	<ul style="list-style-type: none">• Au moins 2 spécialistes par domaine d'ici 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre moyen d'années d'expérience de travail du personnel visé.	<ul style="list-style-type: none">• Chaque année, au moins 1 année d'expérience de plus.
<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage du personnel visé recevant une formation adéquate.	<ul style="list-style-type: none">• Au moins 70 p. cent relativement à la formation de base et au moins 30 p. cent relativement à la formation spécialisée en 2009-2010;• 100 p. cent relativement à la formation de base et 70 p. cent relativement à la formation spécialisée en 2010-2011 ;• 100 p. cent relativement à la formation spécialisée en 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Indice de satisfaction des employés à l'égard des aspects visés.	<ul style="list-style-type: none">• Indice de satisfaction d'au moins 8 sur 10 d'ici 2011-2012.
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de mesures mises en œuvre.	<ul style="list-style-type: none">• 2 nouvelles mesures annuellement.



Cette publication
est rédigée par le



Québec

750, boulevard Charest Est, bureau 300
Québec (Québec) G1K 9J6
Tél. : 418 691-5900 • Téléc. : 418 644-4460

Montréal

770, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1910
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : 514 873-4184 • Téléc. : 514 873-7665

Internet

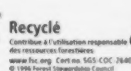
Courriel : verificateur.general@vgq.qc.ca
Site Web : <http://www.vgq.qc.ca>

Le *Plan stratégique 2009-2012* du Vérificateur général du Québec est disponible dans son site Web.

Protection des droits de propriété intellectuelle du Vérificateur général du Québec

Quiconque peut, sans autorisation ni frais, mais à la condition de mentionner la source, reproduire sous quelque support des extraits tirés de ce document, sauf s'il le fait à des fins de commercialisation. Dans ce cas, une autorisation préalable doit être obtenue auprès du Vérificateur général.

La forme masculine employée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes, le cas échéant.



Le texte de ce document a été imprimé sur un papier québécois contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation, certifié Éco-logo, Procédé sans chlore, FSC Recyclé et fabriqué à partir d'énergie biogaz.

Dépôt légal – 2^e trimestre 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 978-2-550-56347-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-56348-8 (version PDF)





